



SPSTI : le coût moyen national de l'ensemble socle de services est fixé

Comme nous vous en avons informé (*voir note d'info CNAMS envoyée le 4 mai 2022*), la loi « Santé au travail » du 2 août 2021 a notamment revu les modalités de tarification des services de prévention et de santé au travail interentreprises (SPSTI).

Les SPSTI doivent ainsi proposer à leurs entreprises adhérentes et à leurs salariés un « ensemble socle » de services obligatoires, financé par une cotisation proportionnelle au nombre de travailleurs suivis, chacun comptant pour une unité, quel que soit son statut et sa durée de travail.

Le **montant de cette cotisation doit être compris dans une fourchette dont les bornes** ont été précisées par [décret](#) : à compter du 1^{er} janvier 2025, le montant des cotisations versées pour chaque travailleur au SPSTI ne peut, en principe, être **inférieur à 80 % ni supérieur à 120 % du coût moyen national** de « l'ensemble socle » de services obligatoires fixé chaque année par arrêté ministériel.

Le [premier arrêté](#) fixant le coût moyen national de « l'ensemble socle » de services permettant de définir les montants plancher et plafond des cotisations dues, par les entreprises adhérentes, aux SPSTI – c'est-à-dire celui fixant ce coût pour l'année 2025 a enfin été publié.

Ce coût moyen national est fixé pour l'année 2025 à 115,50 euros.

Par conséquent, le montant dû pour chaque travailleur au SPSTI pour l'année 2025 devra en principe être compris entre 92,40 et 138,60 euros.

Pour rappel, le montant des cotisations et la grille tarifaire de chaque SPSTI doivent être approuvés par son assemblée générale.

Par exception, sous certaines conditions, l'assemblée générale du SPSTI peut approuver un **montant de cotisations supérieur au plafond ou inférieur au plancher précités**, dès lors que cela ne porte pas atteinte à l'accomplissement par le service de l'ensemble de ses missions.

A titre d'illustration, le montant approuvé peut être supérieur au plafond lorsque le niveau des charges d'exploitation du SPSTI s'explique par un suivi des travailleurs bénéficiant d'un suivi individuel renforcé représentant un effectif supérieur à 30 % de l'ensemble des travailleurs suivis.